



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Préfecture
Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité territoriale des Yvelines

ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES N°34070
concernant la société SITA-ILE-DE-FRANCE pour les installations exploitées à
Follainville-Dennemont (78520) lieu-dit "les Graviers"

Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R.512-31 et R.512-33-II ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mai 1995 fixant à la société DEXEL, les prescriptions relatives à l'entretien et à la surveillance du site de la décharge de Follainville-Dennemont (78520) pour une période de quinze ans ;

Vu le courrier du 2 septembre 1998 de la société SITA ÎLE-DE-FRANCE déclarant la fusion et l'absorption de la société DEXEL ;

Vu le courrier préfectoral du 11 juin 2010 demandant à la société SITA ÎLE-DE-FRANCE de poursuivre le suivi post-exploitation de la décharge de Follainville-Dennemont (78520) durant la période transitoire d'études et d'échanges visant à statuer sur l'arrêt possible, ou non, du suivi post-exploitation ;

Vu le dossier de fin de période de suivi post-exploitation, daté de septembre 2010, fourni par SITA ÎLE-DE-FRANCE pour la décharge de Follainville-Dennemont (78520) lieu-dit "les Graviers" ;

Vu le courrier préfectoral du 4 novembre 2013 demandant à la société SITA ÎLE-DE-FRANCE de fournir une version amendée de son dossier visant à établir l'état environnemental du site de Follainville-Dennemont (78520) et de préciser ses impacts sur l'environnement, compte-tenu de la nécessité d'affiner les hypothèses et les modèles de transfert de pollution pris en compte dans les calculs de risques sanitaires ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2015 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires, lors de sa séance du 9 juin 2015 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 16 juin 2015 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le courriel en date du 18 juin 2015 par lequel la société SITA-ILE-DE-FRANCE déclare ne pas avoir d'observation à formuler sur le projet d'arrêté ;

Considérant qu'il convient que la société SITA ÎLE-DE-FRANCE poursuive le suivi post-exploitation de la décharge de Follainville-Dennemont, tant qu'il ne sera pas établi que ce suivi peut être arrêté ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour les prescriptions de surveillance, d'entretien et de maintien en sécurité de la décharge de Follainville-Dennemont (78520) lieu-dit "les Gravieres" durant la période de suivi post-exploitation de celle-ci ;

Considérant qu'il convient de fixer à la société SITA ÎLE-DE-FRANCE la remise d'un dossier établissant un état de l'impact environnemental et sanitaire résiduel de la décharge de Follainville-Dennemont, (78520) lieu-dit "Les Gravieres" ainsi que la remise d'un dossier définissant les restrictions d'usage qui s'imposeraient éventuellement au droit du site et hors du site au regard de cet impact résiduel ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

Arrête :

Article 1^{er} . Suivi post-exploitation

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège social est situé 19 Emile Duclaux, CS10001, (92268) à Suresnes Cedex, a l'obligation de poursuivre le suivi post-exploitation de la décharge de Follainville-Dennemont (78520) située au lieu dit « Les Gravieres ».

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE respecte l'ensemble des dispositions établies par le présent arrêté, relatives aux dispositions particulières d'entretien, de surveillance et de maintien en sécurité du site.

Ce suivi post-exploitation se prolonge pour une durée minimale de cinq ans, à compter de la notification du présent arrêté, et ce jusqu'à ce qu'il soit établi que ce suivi peut être arrêté, après avis de l'inspection des installations classées.

Article 2 . Accès au site

Le site est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, munie d'un portail fermé à clef en dehors des passages des personnes en charge de la surveillance et de l'entretien du site.

Un panneau signalétique, en matériau résistant aux intempéries, est implanté au niveau de l'accès au site. Il comporte les indications, indélébiles, suivantes : « installation classée », nom de l'exploitant et son adresse postale, n° de téléphone à appeler en cas de besoin, mention de l'interdiction d'accès à toute personne non autorisée.

Article 3 . Entretien du site

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE assure l'entretien général du site de façon régulière : entretien de la végétation, débroussaillage en périphérie du site, réparation de la couverture au-dessus des déchets, réparations des clôtures et portail en tant que de besoin.

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE s'assure, au cours de visites régulières, à fréquence au moins semestrielle, du maintien en sécurité de ces équipements, du site dans sa globalité, et de l'absence de tout dépôt sauvage sur le site. En cas de découverte d'un dépôt sauvage sur le site, la société SITA ÎLE-DE-FRANCE prend les dispositions nécessaires pour les faire enlever et éliminer dans une installation adaptée et autorisée.

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE assure l'entretien de la végétation du site et de ses abords, dans un souci d'esthétique et de maintien de son accès, mais également dans le respect des

cycles naturels de la faune et la flore présentes, dans le respect de la protection de la biodiversité.

Article 4 . Incidents et accidents

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE est tenue d'assurer le maintien en sécurité du site, et de pallier toute nuisance issue de celui-ci dans les meilleurs délais suivant le signalement de la nuisance, et en tout état de cause dans un délai maximum de 8 jours, sauf indication spécifique des autorités compétentes qui peuvent réduire ou augmenter ce délai suivant le contexte.

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE est tenue de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en précisant les effets prévisibles sur les tiers et l'environnement.

Quand l'accident ou l'incident peut avoir un impact direct ou indirect, immédiat ou différé, sur la qualité de l'eau potable ou la santé des personnes au voisinage du site, la société SITA ÎLE-DE-FRANCE informe également l'ARS (Agence Régionale de Santé – délégation territoriale des Yvelines) dans les meilleurs délais ainsi que l'exploitant du captage d'eau potable concerné.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par la société SITA ÎLE-DE-FRANCE à l'inspection des installations classées.

Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter le renouvellement d'un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours maximum, à l'inspection des installations classées.

Article 5 . Suivi du réseau de collecte du biogaz et des émissions de biogaz

Les dispositifs de captage et de traitement du biogaz sont protégés des intrusions pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

Le réseau de captage du biogaz est réglé en tant que de besoin et le système de ventilation passive maintenu de façon à mettre le massif de déchets en dépression et éviter l'émanation d'odeurs.

Une cartographie des émanations gazeuses au droit du site et à sa périphérie est réalisée à une fréquence annuelle.

Une analyse des rejets du filtre à charbon actif est réalisée à une fréquence annuelle.

Les actions correctives qui découlent de l'interprétation de ces résultats, et qui visent à réduire les émanations gazeuses sont mises en œuvre par l'exploitant dans un délai d'un mois suivant la mesure.

Article 6 . Odeurs

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE prend les dispositions nécessaires pour supprimer l'apparition des odeurs qui pourraient émaner du site, dans les meilleurs délais suivant leur signalement, afin de limiter la gêne pour le voisinage.

Article 7 . Suivi des eaux souterraines

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE assure la surveillance de la qualité des eaux souterraines au moyen d'un réseau d'au minimum 3 piézomètres : 1 situé en amont du site et 2 situés en aval. Ces ouvrages sont repérés, protégés et maintenus fermés à clé.

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE transmet à l'inspection des installations classées sa proposition relative au positionnement de ces piézomètres dans un délai de six mois suivant la

notification du présent arrêté, et fait procéder à la réalisation de ces ouvrages dans un délai d'un mois suivant l'avis de l'inspection des installations classées.

Si au cours du temps, un piézomètre est endommagé ou ne permet plus d'assurer la surveillance projetée, la société SITA ÎLE-DE-FRANCE fait part à l'inspection des installations classées de ses propositions argumentées concernant les actions de maintenance pouvant être engagées ou les travaux de forage d'un piézomètre de remplacement. SITA ÎLE-DE-FRANCE procède aux travaux nécessaires suivant l'avis émis par l'inspection des installations classées.

Les contrôles suivants sont réalisés, au droit de l'ensemble du réseau de surveillance, sur prélèvement des eaux souterraines :

Paramètres	Fréquence de contrôle
pH, potentiel redox, résistivité, MES, DCO, NO ₂ ⁻ , NO ₃ ⁻ , NH ₄ ⁺ , SO ₄ ²⁻ , Cl ⁻ , Pb, Cu, Cr, Cr ⁶⁺ , Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Fe, Al, Hg, HAP, BTEX, CN libres, indice phénols, COHV, hauteur d'eau	Semestrielle (en période de basses et de hautes eaux)

Les résultats des analyses sont comparées aux valeurs guides existantes. Le plan d'implantation des piézomètres accompagne les résultats d'analyses. Le sens d'écoulement des eaux est déterminé.

Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, SITA ÎLE-DE-FRANCE en informe sans délai l'inspection des installations classées et met en place un plan d'actions correctives et une surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Article 8 . Rapport sur l'état environnemental du site et ses impacts

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE fournit au préfet, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, un dossier établissant l'état environnemental du site et ses impacts hors du périmètre d'emprise de la décharge.

Ce dossier étudie les risques sanitaires potentiels que le site peut engendrer, et en dégage les mesures nécessaires visant à les supprimer.

Ce dossier établit également les éventuelles limitations d'usage qu'il conviendrait de fixer au droit du site et hors site, compte-tenu des impacts sanitaires potentiels.

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE fournit à monsieur le Préfet, au moins six mois avant le terme de la période de suivi définie par le présent arrêté, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de la décharge, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Article 9 . Rapport annuel de suivi post-exploitation

La société SITA ÎLE-DE-FRANCE adresse à l'inspection des installations classées un rapport annuel comprenant l'ensemble des résultats des contrôles et analyses effectués dans le cadre du suivi post-exploitation du site, accompagnés de ses commentaires relatifs à l'évolution des paramètres suivis et aux constatations effectuées lors des contrôles.

Les opérations d'entretien ou de réparation réalisées sur les différents ouvrages du site, ainsi que les opérations d'entretien et de maintien de la végétation, et les faits marquants et éventuels incidents sont également décrits dans le rapport annuel.

Les dispositions du présent arrêté peuvent être modifiées par arrêté préfectoral complémentaire, après avis de l'inspection des installations classées, ou par simple lettre préfectorale s'il ne s'agit que de modification de fréquence ou liste de paramètres de surveillance et si cela n'est pas contraire à la réglementation nationale en matière d'installation de stockage de déchets non dangereux (arrêté ministériel sectoriel en particulier).

Article 10. Information des tiers

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Follainville-Dennemont, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Une copie, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

Une copie du présent arrêté, énumérant les prescriptions susvisées auxquelles l'installation est soumise, sera affichée en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 11. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Versailles par :

- 1° par les demandeurs ou exploitants, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

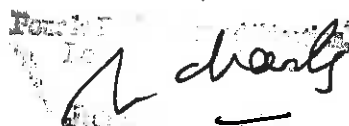
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 12. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, le maire de Follainville-Dennemont, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France, le commandant du groupement de gendarmerie des Yvelines, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le **30 JUIN 2015**

Le Préfet,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Charly', is written over a faint circular official stamp.

